

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE  
ET DES ANCIENS COMBATTANTS

**SGA**

Secrétariat général pour l'administration

DIRECTION  
DE LA MÉMOIRE, DU PATRIMOINE  
ET DES ARCHIVES

Sous-direction de l'immobilier et de l'environnement  
Bureau environnement

Affaire suivie par Florence VEDRINES

Tél : 01.44.42.13.52  
PNIA : 821.752.13.52  
Fax : 01.44.42.12.13

Paris, le 22 NOV. 2011  
N° DEF/SGA/DMPA/SDIE/ENV

21689

Bordereau d'envoi

A

M. le commandant du groupement de soutien  
de la base de défense de Vannes Coëtquidan  
GSBDD  
56381 GUER CEDEX

| Désignation des pièces  | Nombre | Observations   |
|---|--------|--|
| <p><b>OBJET :</b><br/>Arrêté ministériel d'autorisation de prélèvement et d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, concernant le captage du Bois-du-Loup du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan à Guer (Morbihan).</p> <p><b>REFERENCES :</b><br/>-Arrêté du 6 juin 2005 fixant les modalités d'application aux installations, aux services et organismes dépendant de l'autorité ou placés sous la tutelle du ministre de la défense des dispositions du titre II du livre III de la partie réglementaire du code de la santé publique relative aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;<br/>-BE n° 1977 /DEF/DCSSA/AST/VET du 10/11/11.</p> <p><b>DOCUMENTS TRANSMIS :</b><br/>-Arrêté ministériel d'autorisation</p> <p><b>COPIE A (avec PJ) :</b><br/>-DCSSA/AST/Bureau vétérinaire<br/>-DRSSA/ Brest<br/>-EMSD Rennes<br/>-EMA/CPCS<br/>-Monsieur le Contrôleur général, chef de l'inspection des installations classées de la Défense ;<br/>-Monsieur le préfet du département du Morbihan</p> | 1      | <p><u>Transmis</u><br/>Pour attributions</p> <p>L'ingénieur en chef des ponts, des eaux et des forêts<br/>chargé de la sous-direction de l'immobilier<br/>et de l'environnement<br/>Stanislas PROUVOST</p> |

**RÉPUBLIQUE FRANÇAISE**  
**MINISTÈRE DE LA DÉFENSE**  
**ET DES ANCIENS COMBATTANTS**

Arrêté ministériel d'autorisation de prélèvement et d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine, concernant le captage du Bois-du-Loup du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan à Guer (Morbihan).

Le ministre de la défense et des anciens combattants,

- Vu le code de la santé publique notamment le titre II du livre II relatif aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Vu le code de l'environnement, notamment le titre Ier du livre II, relatif à l'eau et aux milieux aquatiques ;
- Vu l'arrêté modifié du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation sous la rubrique n° 1.3.1.0 ;
- Vu l'arrêté modifié du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation sous la rubrique n° 1.1.1.0 ;
- Vu l'arrêté du 6 juin 2005 fixant les modalités d'application aux installations, aux services et organismes dépendant de l'autorité ou placés sous la tutelle du ministre de la défense des dispositions du titre II du livre III de la partie réglementaire du code de la santé publique relatives aux eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Vu l'arrêté du 21 janvier 2010 modifiant l'arrêté du 11 janvier 2007 relatif au programme de prélèvements et d'analyses du contrôle sanitaire pour les eaux fournies par un réseau de distribution, pris en application des articles R. 1321-10, R. 1321-15 et R. 1321-16 du code de la santé publique ;
- Vu l'instruction n° 2197/DEF/DCSSA/AST/VET du 27 juillet 2005 relative aux procédures d'instruction des demandes d'autorisation de prélèvement et d'utilisation des eaux destinées à la consommation humaine, à l'exclusion des eaux minérales naturelles ;
- Vu l'instruction n° 20195/DEF/SGA/DPMA/SDP/ENV du 6 février 2009 relative à l'organisation et aux modalités de la gestion de la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine prélevées ou utilisées par le ministère de la défense ;
- Vu l'instruction n° 20079/DEF/SGA/DAJ/D/2/P/DSE du 5 janvier 2005 relative aux incidents ou accidents survenus dans des établissements relevant du ministère de la défense ou dans des établissements comprenant des installations classées dont la police est assurée par l'inspection des installations classées de la défense ;

- Vu le mémoire de demande transmis par le groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan, le 02 février 2011 ;
- Vu l'avis de l'hydrogéologue agréée en matière d'hygiène publique, en date de mai 2006 ;
- Vu l'avis de l'inspection des installations classées du contrôle général des armées en date du 18 juillet 2011 ;
- Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques lors de sa séance du 23 septembre 2011 ;
- Vu l'avis de la direction centrale du service de santé des armées en date du 10 novembre 2011.

Arrête :

#### Article 1<sup>er</sup>

Le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan, est autorisé à prélever et à utiliser des eaux destinées à la consommation humaine qui proviennent du captage (coordonnées Lambert Zone II étendu X : 258 618, Y : 2 334 963 et Z : 88 / indice BRGM n° 0351-8X-0014/P1), situé sur la commune d'AUGAN (56006). La présente autorisation est valable sous réserve du respect des prescriptions techniques particulières annexées au présent arrêté et dans la limite d'un prélèvement maximal de 5 m<sup>3</sup>/heure, soit 96 m<sup>3</sup>/mois et 1500 m<sup>3</sup>/an.

Le captage est situé sur la parcelle cadastrale section F parcelle n° 9.

Les eaux prélevées servent à l'alimentation en eau potable du bivouac tactique permanent du Bois-du-Loup, sans exportation d'eau à l'extérieur de l'enceinte du camp.

#### Article 2

Le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan, assurera la mise en place d'une organisation des responsabilités en matière de production et de distribution de l'eau au sein de son unité pour :

- garantir la maîtrise des processus techniques,
- mettre en œuvre une surveillance permanente de la qualité des eaux distribuées et de l'exploitation des données ainsi obtenues.

A ce titre, il désignera un pilote de processus « eau » pour le site.

Compte tenu de l'utilisation discontinuée des installations, il veillera à ce que les mesures adaptées soient prises pour garantir la conformité des eaux distribuées aux exigences du code de la santé publique après une inoccupation temporaire du bivouac et avant une nouvelle occupation.

En outre, il veillera à ce que les personnels chargés d'activités techniques dans ce domaine reçoivent une formation adaptée et disposent de documents techniques de référence actualisés.

#### Article 3

La filière de traitement mise en œuvre devra assurer la conformité de l'eau aux exigences qualitatives réglementaires. Sa pertinence sera réévaluée de façon périodique, afin de tenir compte d'éventuelles évolutions de la qualité de la ressource.

#### Article 4

Dans le cadre de la prévention des risques biologiques, le taux de chlore libre dans l'eau sera maintenu constamment à des valeurs minimales de 0,3 mg/L au niveau du réservoir de stockage et à 0,1 mg/L en tout point du réseau. Une surveillance quotidienne de la teneur en chlore actif dans l'eau, en production et en distribution, sera effectuée, par mesure directe.

#### Article 5

La surveillance de la qualité des eaux brutes devra permettre de détecter au plus tôt la survenue de toute pollution chimique. A ce titre, des mesures quotidiennes de turbidité et de conductivité de l'eau seront notamment effectuées.

#### Article 6

Les analyses d'eau prévues dans le cadre du contrôle sanitaire seront effectuées selon le programme suivant :

- *Ressource* : une analyse tous les cinq ans de l'eau brute, avant traitement provenant du captage selon le canevas RP ;
- *Mise en distribution* : deux analyses par an selon le canevas P1 et une analyse tous les deux ans selon le canevas P2 d'eau prélevée immédiatement après traitement ;
- *Mise en consommation* : quatre analyses par an selon le programme D1 et une analyse tous les deux ans selon le programme D2 au robinet de l'évier du point de restauration (bâtiment 630) et au robinet du lavabo des sanitaires du bâtiment 628, du bivouac du Bois-du-Loup.

#### Article 7

Le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan, s'assurera du respect des prescriptions définies en annexe au niveau des périmètres de protection du captage. Il entretiendra tout particulièrement des relations suivies avec le service des eaux de la commune d'AUGAN afin d'être tenu informé, le cas échéant, de toute pollution environnementale susceptible d'affecter la qualité de l'eau.

#### Article 8

Toutes les données recueillies à l'occasion de la surveillance des installations et de la réalisation du contrôle sanitaire seront communiquées dans les meilleurs délais aux autorités compétentes, soit :

- l'état-major de soutien défense de RENNES ;
- la direction régionale du service de santé des armées de BREST/service vétérinaire des armées - antenne vétérinaire de RENNES.

Par ailleurs, tout événement en relation avec une pollution environnementale ou une contamination de la ressource sera notifié immédiatement à l'agence régionale de santé de Bretagne - délégation territoriale du Morbihan et au contrôle général des armées, inspection des installations classées.

#### Article 9

En cas d'aliénation du site, et si le nouveau propriétaire souhaite conserver l'exploitation de ces forages il devra en faire la déclaration au préfet :

- au titre du code de la santé publique (article R1321-11) pour ce qui concerne l'autorisation d'utilisation d'eau en vue de la consommation humaine ;

- au titre du code de l'environnement (article R. 214-45) pour ce qui concerne les installations, ouvrages, travaux et activités relevant d'une rubrique de la nomenclature «eau» dans les trois mois qui suivent la prise en charge de ceux-ci.

Des copies des récépissés établis à la suite de ces déclarations seront transmises au contrôle général des armées, inspection des installations classées.

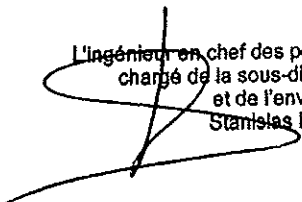
#### Article 10

En cas d'abandon du forage lors de l'aliénation du site ou pour toute autre raison, l'exploitant actuel respectera les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles «L. 214-1 à L. 214-3» du code de l'environnement et relevant des rubriques « 1.3.1.0 et 1.1.1.0 » de la nomenclature de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

#### Article 11

Le directeur de la mémoire, du patrimoine et des archives, et le chef d'état-major des armées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté qui sera adressé à Monsieur le commandant du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan.

Fait à Paris, le 22 NOV 2011

  
L'ingénieur en chef des ponts des eaux et des forêts  
chargé de la sous-direction de l'immobilier  
et de l'environnement  
Stanislas PROUVOST

**Prescriptions techniques particulières  
relatives aux installations de production et de distribution d'eau du Bois-du-Loup  
du groupement de soutien de la base de défense de Coëtquidan - 56380 GUER**

**Pièce jointe : plan des périmètres de protection**

Cet ouvrage, soumis à autorisation, devra faire l'objet d'un entretien et d'un suivi régulier (volume mensuel prélevé, qualité des eaux brutes, anomalies de fonctionnement, résultats des analyses de surveillance), les éléments d'information étant reportés sur un carnet d'entretien permettant de faciliter le diagnostic en cas de pollution accidentelle ou de découverte fortuite de pollution chronique. Un personnel formé, qualifié et toujours disponible, permettra d'intervenir en cas de sinistre et de déversement au milieu naturel en liaison avec les autorités compétentes de protection civile.

L'exécution et l'utilisation éventuelle de nouveaux ouvrages de captage pour l'alimentation en eau potable du camp ne pourront se faire sans qu'une étude hydrogéologique approfondie ait mesuré l'incidence de ces nouveaux travaux et équipements sur la qualité et le volume de la ressource exploitée par le captage actuel.

Un plan d'alerte sera mis en place en cas de pollution accidentelle.

Il est établi un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée définis dans l'avis de l'hydrogéologue agréée en matière d'hygiène publique, Mme RAMBERT, de mai 2006, avec les servitudes suivantes, prononcées sur les parcelles incluses dans ces périmètres.

**Périmètre de protection immédiate**

Le périmètre de protection immédiate (cf. annexe) est constitué d'une partie de parcelle où est situé le forage (bâtiment 0636) et comprend le bâtiment 0635 (station de pompage).

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, les prescriptions suivantes doivent être respectées :

- tous dépôts, installations ou activités autres que ceux nécessaires à l'exploitation et à l'entretien du point d'eau y seront interdits,
- aucun traitement chimique concernant la végétation n'est autorisé.

La trappe d'accès au forage et la porte d'accès à la station pompage devront être tenues fermées à clé afin d'interdire l'accès aux personnes étrangères à la maintenance des installations.

Le long de cette zone, le stationnement de véhicules sera interdit.

Le périmètre autour du forage est défini par un espace clôturé maintenu en bon état.

Le fossé creusé en bordure extérieure de la parcelle sera maintenu en bon état afin d'éviter toute stagnation d'eau superficielle et d'en faciliter l'écoulement vers le ruisseau situé en aval du périmètre.

Dans l'hypothèse où ce domaine serait éventuellement cédé, cet espace devra être identifié et borné par un géomètre si la finalité d'usage du forage est maintenue.

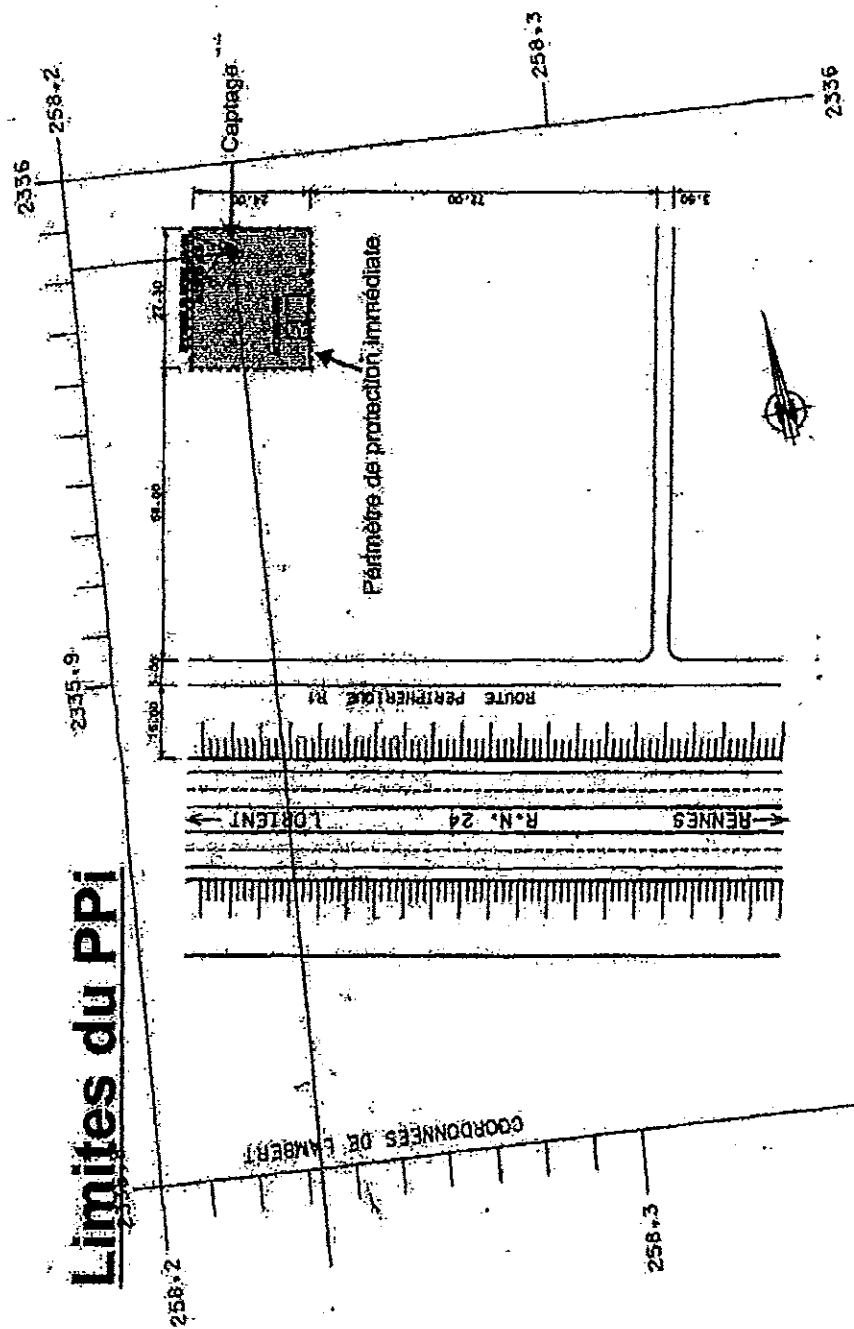
### **Périmètre de protection rapprochée**

Le périmètre de protection rapprochée (cf. annexe) couvre des parcelles incluses dans le terrain militaire.

A l'intérieur de ce périmètre, en ce qui concerne les activités et travaux futurs, sont interdits :

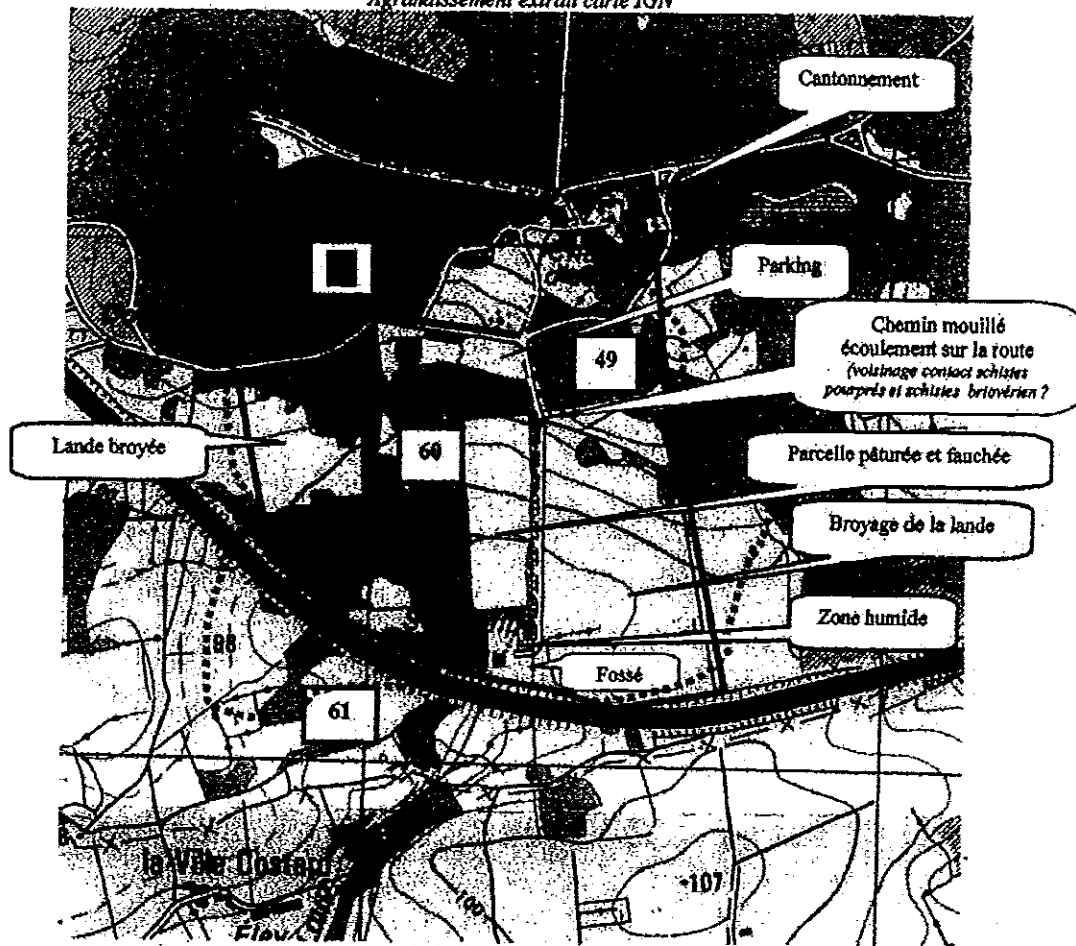
- les ouvrages, puits, forages ou excavations ;
- la création de plan d'eau, et de nouveaux points de prélèvements d'eau souterraine ou superficielle, autres que ceux nécessaires à l'alimentation en eau potable du camp ;
- l'apport d'engrais minéraux ;
- l'utilisation de produits phytosanitaires ;
- les sols laissés nus en hiver ;
- l'entretien des parcelles, voiries, fossés et ruisseaux par des moyens autres que mécaniques ;
- tout rejet dans le sous-sol (par puits dit filtrant, ancien puits ou excavation) ;
- la création ou la suppression de fossés ;
- le remblaiement ou le drainage de zones humides ;
- la suppression de l'état boisé des parcelles, l'exploitation des bois est toutefois autorisée dans le cadre de l'objectif particulier de « protection des eaux souterraines captées » ;
- la suppression des talus et des haies ;
- l'épandage de fumier, lisier, boues de station d'épuration ou de matières de vidange ;
- la création de puits d'infiltration destinés aux rejets directs d'eaux pluviales ;
- la création ou l'extension de cimetière ;
- le stockage de déchets de toute nature à l'exception des terres inertes ;
- l'enfouissement des cadavres d'animaux ;
- la création d'activités ou installations stockant ou utilisant des produits polluants susceptibles de polluer les eaux souterraines, quels qu'en soient le volume et l'usage ;
- les manipulations de produits phytosanitaires et de tout produit polluant : réalisation de mélange, nettoyage de matériel, notamment l'entretien des véhicules ;
- la création de nouvelles voies de communication ou la modification des conditions d'utilisation des voies existantes.

## Annexe : Plans des périmètres de protection



..... Limites du bassin versant et du Périmètre de protection rapprochée ➔

Agrandissement extrait carte IGN



**Légende :**

61 numéro parcelle ONF

**Objectifs principaux de l'ONE:**

- 1 - production extensive de bois
- 3 - intérêt écologique maintien de la biodiversité et de la qualité paysagère

**Remarque :** les routes et chemins constituant les limites nord et est du périmètre sont incluses dans le périmètre.

EMA / BRHCA  
SECTION COURRIER ARRIVEE

Reçu le 23 NOV. 2011

Retiré à *CPES*

Comité de lecture

Remarques - Observations

Projet de réponse à soumettre au visa MGA pour le

| Destinataires         | ACTION |               |      | Commentaires |
|-----------------------|--------|---------------|------|--------------|
|                       | Pilote | Attributaires | Info |              |
| AB                    |        |               |      |              |
| GA                    |        |               |      |              |
| E                     |        |               |      |              |
| H                     |        |               |      |              |
| CEM RH                |        |               |      |              |
| RH                    |        |               |      |              |
| DIAR                  |        |               |      |              |
| Pôle SIRH             |        |               |      |              |
| CEM PL                |        |               |      |              |
| SCC                   |        |               |      |              |
| PPE                   |        |               |      |              |
| COCA                  |        |               |      |              |
| CPI                   |        |               |      |              |
| CEM OPS               |        |               |      |              |
| CPCO                  |        |               |      |              |
| FN                    |        |               |      |              |
| EMPL                  |        |               |      |              |
| SG/CYBER              |        |               |      |              |
| BGHOM                 |        |               |      |              |
| CAOA                  |        |               |      |              |
| CEM SOUT              |        |               |      |              |
| CPCS                  |        |               | α    |              |
| POLE PERF-SYNTH       |        |               |      |              |
| SLI                   |        |               | α    |              |
| CEM RI                |        |               |      |              |
| OI                    |        |               |      |              |
| REG                   |        |               |      |              |
| MA                    |        |               |      |              |
| BCM                   |        |               |      |              |
| REPREMIL              |        |               |      |              |
| REPETRAN              |        |               |      |              |
| DAMGA                 |        |               |      |              |
| OGT                   |        |               |      |              |
| B. PIL                |        |               |      |              |
| B. ORG                |        |               |      |              |
| OG CDA BALARD         |        |               |      |              |
| COSAN                 |        |               |      |              |
| ESMG                  |        |               |      |              |
| JUR OPS               |        |               |      |              |
| OSA                   |        |               |      |              |
| COMSIC                |        |               |      |              |
| QG                    |        |               |      |              |
| CHANCELLERIE / B.PERS |        |               |      |              |
| COMILI                |        |               |      |              |